

Baccalauréat

Une deuxième session de rattrapage envisagée

Page 2

Scandale Sonatrach

Farid Bedjaoui recherché par Interpol

Page 24



LE JOUR

D'ALGERIE

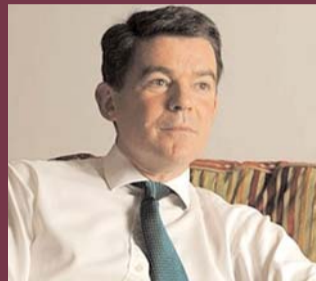
Votre quotidien national

Dixième année - N° 3246 - Ven. 25 - Sam. 26 avril 2014 - Prix : 10 DA

Hôpital de Beni Messous

Un détournement de médicaments dévoilé

Page 4



Hugh Robertson à propos de l'attaque de Tiguentourine «Le Royaume-Uni n'a jamais décidé de retirer ses entreprises»

Lire page 4

Compte à rebours en Ukraine

Par Mohamed Habili

Cinq militants pro-russes ont été tués par les soldats ukrainiens à Slaviansk, il y a deux jours. D'autres ont pu connaître le même sort depuis, à Slaviansk comme à d'autres endroits de l'est du pays, où il se passe pour l'heure un soulèvement assez ressemblant à celui qui s'était produit à Kiev avec le résultat que l'on sait – et pour cause, il en est la réplique. Reste que ce qui anime les insurgés de l'est de l'Ukraine est aux antipodes des objectifs de ceux qui il y a quelque temps ont fait fuir Ianoukovitch de Kiev. Autant ceux-ci sont anti-russes et pro-occidentaux, autant ceux-là sont prorusses et antioccidentaux. Ce n'est pas assez de dire que l'Ukraine est divisée en deux politiquement parlant, elle est déjà coupée en deux pays qui, d'une certaine façon, n'attendent que d'être reconnus dans leurs frontières, et de se reconnaître l'un l'autre dans la foule. Sauf que d'ici à ce que la séparation soit entérinée, il faudra selon toute apparence passer par bien des péripéties, dont certaines pourraient être sanglantes. Une chose est en tout cas certaine : l'encre de l'accord tripartite de Genève n'a pas eu le temps de sécher que celui-ci était déjà violé. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, sachant qu'on s'était empressé de donner le nom d'accord à ce qui en fait n'y ressemblait guère. Comme chacun a pu s'en rendre compte dès les conférences de presse de Sergueï Lavrov et de John Kerry, tenues séparément à l'issue de leur réunion.

Suite en page 3

Il s'adressera bientôt au peuple

Bouteflika prête serment ce lundi

● Le projet d'une nouvelle Alliance présidentielle refait surface/ Vers un nouvel ordre politique ?

Le président Abdelaziz Bouteflika prêtera officiellement serment le 28 avril, a-t-on appris de source sûre. Élu pour un quatrième mandat, Abdelaziz Bouteflika a promis, dans un message écrit, de s'adresser prochainement à la nation pour parler de ses engagements.

Lire page 3

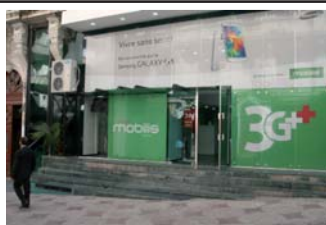


Ph > E. Soraya/J. A.

Téléphonie mobile

Mobilis inaugure une grande agence au centre d'Alger

Page 24



Ph > E. Soraya/J. A.

Sous la direction du maestro russe Guerassim Voronkov

L'Orchestre symphonique national enchante le public

Page 13

Baccalauréat

Une deuxième session de rattrapage envisagée

■ Selon le ministre, cette option sera prochainement débattue avec le partenaire social. Elle est «destinée uniquement aux candidats ayant obtenu des moyennes allant de 9,5/20 à 9,99/20», a précisé Baba Ahmed.

Par Meriem Benchaouia

Le ministre de l'Education nationale, Abdellatif Baba Ahmed, a indiqué jeudi que son département étudie la possibilité d'organiser une session de rattrapage pour les candidats au baccalauréat. Selon le ministre, cette option sera prochainement débattue avec le partenaire social, et est «destinée uniquement aux candidats ayant obtenu des moyennes allant de 9,5/20 à 9,99/20», a précisé Baba Ahmed. Les candidats concernés doivent avoir fait preuve d'assiduité tout au long de l'année scolaire et obtenu de bonnes moyennes en 2^e et 3^e années secondaires pour pouvoir bénéficier de cette seconde chance, a souligné M. Baba Ahmed. L'examen de rattrapage devrait se dérouler quatre jours après l'annonce des résultats du baccalauréat, a-t-il ajouté. Depuis 2001, seuls ceux qui ont une moyenne de 10/20 obtiennent leur Bac, le système de rachat ayant été abandonné, même pour une moyenne de 9,99/20. Concernant le rattrapage des cours perdus suite au débrayage observé par plusieurs établissements éducatifs à travers le pays, le ministre a rappelé que «nous sommes sur le point de rattraper tous les cours perdus», se disant «satisfait» de la cadence de rattrapage. Une conférence nationale sera organisée le 6 mai prochain avec la participation de l'ensemble des établissements scolaires et directeurs de l'Education pour définir les programmes dispensés, a-t-il annoncé. Cette rencontre permettra de trancher la question

relative au seuil des cours, soit la réduction du nombre de cours sur lesquels le candidat sera examiné. S'agissant de la wilaya de Ghardaïa, marquée par des troubles dans certains établissements éducatifs, le ministre a rappelé que «trois ou quatre établissements seulement ont suivi le mouvement de grève». 1 894 000 élèves se présenteront aux examens de fin d'année pour les trois paliers d'enseignement pour l'année scolaire (2013-2014) dont 650 000 au baccalauréat, 590 000 au brevet de l'enseignement moyen (BEM) et 645 000 à l'examen de fin du cycle primaire. Par ailleurs, le ministre de l'Education avait révélé dernièrement l'existence d'un projet visant à reconsidérer l'utilisation de la fiche de synthèse au baccalauréat qui a été mis au point en décembre dernier. «Ce projet concerne les candidats ayant obtenu une moyenne entre 9 et 10/20 à l'examen du baccalauréat», avait indiqué le ministre, relevant que le «cas "inadmissible" des candidats obtenant une moyenne de 9,99 fera l'objet d'une disposition particulière pour la session 2015 de cet examen». «Il est difficile de prendre et d'appliquer une décision au milieu de l'année scolaire, en organisant une session de rattrapage dans deux ou trois matières, et de tenir compte de



Ph/Le Jour

la fiche de synthèse des candidats au Bac ayant une moyenne entre 9 et 10/20, et une moyenne générale de plus de 10/20, durant l'année scolaire», avait expliqué Baba Ahmed. En réalité, ce 3^e trimestre compte à peine deux semaines d'études notamment pour les candidats au Bac dont la date de l'examen blanc est fixée pour le 4 mai prochain,

juste après l'arrêt des cours et le début de la période des révisions, soit trois semaines seulement avant l'examen final. Le ministre de l'Education nationale a affirmé à plusieurs occasions que les sujets des épreuves du baccalauréat 2014 ne porteront que sur les cours «effectivement dispensés» durant l'année. Pour rappel, pendant la période des

vacances de printemps les établissements touchés par la grève ont préparé leur propre programme de rattrapage, conformément à une méthodologie pédagogique définie dans le cadre de conseils éducatifs ad hoc et après concertation entre les membres de chaque établissement secondaire.

M. B.

En plus de la défaillance médicale

Absence de prise en charge psychologique des cancéreux



De l'avis des professionnels, la prise en charge psychologique des cancéreux est totalement absente durant les étapes de la maladie. Les cancéreux sont livrés doublement à la souffrance et recourent aux aspects religieux et spirituel pour alléger leurs douleurs.

Les cancéreux en Algérie souffrent non seulement de la maladie mais également d'un retard impressionnant dans la prise en charge médicale. Le fait d'évoquer l'indisponibilité des places, des équipements, du personnel et de renvoyer des patients déjà entre la vie et la mort, a tendance à faire oublier l'enfer psycho-

logique qui accompagne incontestablement cette maladie. A force d'être dans la douleur physique, les Algériens comme les autorités n'accordent aucun intérêt à la prise en charge psychologique. Le constat est aujourd'hui fait par un spécialiste qui déplore l'absence de prise en charge psychologique des cancéreux le long des étapes de la maladie. Le chef de service d'oncologie médicale, le P^r Kamel Bouzid, a souligné, jeudi à Alger, lors des 7^{es} journées d'oncopsychologie, que les cancéreux recourent aux aspects religieux et spirituel pour alléger leurs douleurs, eu égard à l'absence de prise en charge psychologique

par les spécialistes. Ces derniers insistent sur la nécessité de consacrer une place à l'oncopsychologie, a indiqué le P^r Bouzid qui espère que le psychologue jouera «un rôle important» dans le plan cancer algérien. L'annonce de la maladie constitue un «choc» tant pour le malade que pour ses proches, a-t-il dit, souhaitant que les recommandations des psychologues en matière de prise en charge des cancéreux soient introduites dans le plan cancer algérien (2015-2019). Pour sa part, le P^r Zina Oukkal, psychologue au Centre Pierre-et-Marie-Curie, a souligné que l'efficacité du traitement requiert un bon accompagnement psychologique du malade pour alléger ses souffrances. Elle a, dans ce sens, insisté sur la formation et la formation continue dans cette spécialité, notamment pour les médecins qui prennent en charge les cancéreux, annonçant la création de l'association algérienne d'oncopsychologie. De son côté, le D^r Mohamed Yahiaoui, qui exerce dans le même CHU, a présenté un exposé détaillé sur le rapport soumis par le P^r Messaoud Zitouni au président de la République sur l'évaluation du cancer en Algérie pour la mise en place d'un plan national. A noter que la prise en charge des cancéreux fait l'objet de critiques et mécontentements des professionnels, des patients et de leurs proches. Pour ce qui est de la prise en charge psychologique les autorités ont du chemin à faire. En attendant, ce sont les proches des patients qui tentent, tant bien que mal, d'apaiser leurs maux et de les accompagner dans leur descente aux enfers. Mais c'est aux spécialistes, qui savent mieux que quiconque trouver les mots et qui ont les meilleures méthodes, d'aider les cancéreux à surmonter le choc et à mieux supporter la douleur.

Yasmine Ayadi

Ligue des droits de l'Homme

Le cadre juridique algérien objet d'un séminaire

LE CENTRE de documentation en droits de l'homme (CDDH) affilié à la LADDH (bureau de Béjaïa) organise un séminaire de formation aujourd'hui 26 avril 2014 à 10 heures. Ce séminaire sera animé par Kheirdine Elyes, enseignant de droit à l'université de Béjaïa. Le thème de la rencontre portera sur la présentation du cadre juridique algérien, loi et procédures, entre textes et pratiques. Ce rendez-vous entre dans le cadre du projet de la LADDH «Observatoire des procès, pour un procès équitable», un programme soutenu par la Commission européenne, délégation d'Alger et le CCFD France. Cette rencontre est destinée aux professionnels du droit, à savoir avocats, juristes, notaires et huissiers, les journalistes et représentants de la société civile.

Hocine C.

Il s'adressera bientôt au peuple

Bouteflika prête serment ce lundi

■ Le président Abdelaziz Bouteflika prêtera officiellement serment le 28 avril, a-t-on appris de source sûre. Élu pour un quatrième mandat, Abdelaziz Bouteflika a promis, dans un message écrit, de s'adresser prochainement à la nation pour parler de ses engagements.

LA QUESTION DU JOUR

Compte à rebours en Ukraine

suite de la page une

A l'évidence, l'un et l'autre sortaient d'un dialogue de sourds. A les entendre, ils n'avaient en fait convenu que d'une seule chose. Ou plutôt de deux : de commencer par dire aux médias qu'ils étaient parvenus à un accord, chacun étant libre après cela de décliner cet accord à sa convenance, sans trop se préoccuper de l'interprétation que pouvait en donner l'autre. En sorte qu'on peut tout aussi bien dire qu'il y a eu deux accords à Genève, l'un prenant le contre-pied de l'autre, qui plus est. S'il en est ainsi, c'est juste parce que les Russes et les Américains ne voulaient pas se séparer sur un désaccord assumé comme tel. Cela ressemblerait assez à une déclaration de guerre tacite, ce qui n'entre pas encore dans leurs intentions. Il n'en reste pas moins que cette guerre a déjà commencé, même si pour l'heure leurs forces respectives ne sont pas en prise directe. Les autorités de Kiev agissent sous les ordres des Américains, et les insurgés de l'est sous ceux de Moscou. Cette situation peut évoluer soit en guerre civile effective entre ces deux protagonistes, encore que d'une certaine façon ce soit déjà le cas, soit en une véritable guerre entre les deux super-puissances, ce qui tout de même n'a pu se produire au plus fort de la Guerre froide. Il existe une troisième possibilité, et c'est tout compte fait elle qui a le plus de chance de se réaliser : les troupes russes, stationnées à la frontière, se décidant à franchir le Rubicon. Auquel cas il reviendra aux Etats-Unis de décider de la suite, soit d'envoyer des renforts de secours, soit de n'en rien faire, et de laisser le scénario géorgien se répéter en Ukraine. Cette alternative est si peu une vue de l'esprit qu'on voit mal, compte tenu des opérations engagées par l'armée ukrainienne pour rétablir l'autorité de Kiev dans les régions prorusses, ce qui pourrait la mettre en échec, dans l'un et l'autre de ses termes. Pour autant, le plus probable est que les troupes russes en viennent à intervenir, à visage découvert ou non, et que les Occidentaux se contentent de durcir les sanctions contre Moscou, sans trop se faire d'illusions sur leur efficacité.

M. H.



Ph/E. Soraya/J. A.

Par Ahcene Hadjam

Après avoir examiné les procès-verbaux élaborés par les commissions électorales de wilaya et celle des résidents à l'étranger, et des 94 recours déferés à son niveau, le Conseil constitutionnel a en effet validé les résultats préliminaires et a proclamé Abdelaziz Bouteflika, président de la République. Il entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment ce lundi conformément à l'article 75 de la Constitution. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a déclaré récemment qu'il allait s'adresser au peuple algérien incessamment. «Dans quelques jours, j'aurai l'occasion, mes chers compatriotes,

de m'adresser à vous plus longuement, notamment pour vous redire mes engagements et vous entretenir de l'œuvre de construction nationale que j'ai voulu poursuivre avec vous», a-t-il dit dans son message diffusé peu après que le Conseil constitutionnel a rendu public les résultats définitifs de l'élection présidentielle. En saluant l'Armée nationale populaire (ANP), les services de sécurité et de la Fonction publique, le chef de l'Etat s'est adressé aux candidats en course contre lui lors de la présidentielle du 17 avril. «Tous ensemble, nous veillerons, par nos actes et nos propos, à ce que cela soit d'abord une victoire de l'Algérie et un moment de bon augure pour l'ensemble

de notre peuple», leur a-t-il dit dans un appel qu'on peut décrypter doublement. Pour rappel, le Conseil constitutionnel, après avoir validé la victoire de M. Bouteflika, a indiqué qu'il a jugé «irrecevables» les 94 recours déposés dans quatre wilayas, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna et Tlemcen, pour des «irrégularités constatées» lors des opérations de vote. Le rejet de ces recours par le Conseil constitutionnel est motivé par le fait que 43 d'entre eux ne satisfont pas «à la condition impérative de mentionner les réclamations sur les procès-verbaux de dépouillement des voix disponibles au niveau des bureaux de vote, tel que requis par l'article 167 de la loi organique relative au régime électo-

ral et le décret exécutif relatif aux modalités de contestation de la régularité des opérations de vote». Les 51 autres ont été déclarés «irrecevables» aussi, car «transmis au greffe du Conseil constitutionnel après expiration du délai fixé par le Conseil constitutionnel, à savoir vendredi 18 avril 2014 à 12h00», explique le Conseil constitutionnel. Le Conseil attire l'attention sur le fait qu'il «est tenu de veiller à la stricte application des dispositions qui fixent les conditions et les procédures de formalisation des recours contenues dans la loi organique relative au régime électoral et les textes subséquents, ainsi que dans le règlement fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel».

A. H.

Le projet d'une nouvelle Alliance présidentielle refait surface

Vers un nouvel ordre politique ?

Les contours d'une future Alliance présidentielle en remplacement du défunt trio FLN-MSP-RND, se sont dessinés lors de la campagne électorale. Eventuellement, cette Alliance sera formée, en plus du FLN et RND, par le tout nouveau groupe MPA-TAJ.

Les résultats de l'élection présidentielle du 17 avril sont officiellement validés par le Conseil constitutionnel. Le candidat Bouteflika, sorti des urnes est désormais le président de la République qui brigue un quatrième mandat consécutif à la tête du pays. Mais la question principale qui demeure posée est la suivante : ira-t-on vers une restructuration de la carte politique ? La question mérite d'être posée surtout que des partisans du quatrième mandat, hormis le FLN et le RND (ex-alliés de la défunte Alliance présidentielle composée aux côtés du MSP). Ce dernier qui a basculé dans l'opposition, du moins de manière manifeste depuis l'arrivée de Abderazak Mokri à sa tête, est désormais persona non grata dans le cercle présidentiel. En partant de cette

éventuelle reconfiguration, les efforts des partisans du 4^e mandat, pas vains et, en toute logique, seront payés. Le Mouvement populaire algérien (MPA) et le TAJ, deux nouveaux appareils politiques qui ont soutenu sans condition la candidature du président Bouteflika devront être comptés désormais parmi les membres d'une future alliance présidentielle dont les contours sont dessinés avant l'élection présidentielle. Dans ce cas de figure il n'est pas écarté que cette alliance soit formée ainsi : FLN, RND, MPA, TAJ. Les observateurs de la scène politique n'écartent pas l'adhésion de deux nouveaux partis politiques à cette Alliance que sont le MPA et TAJ, dont les chefs ont mené une campagne en faveur du président réélu.

C'est donc une sorte de renvoi d'ascenseur pour ces deux hommes «fidèles» au président Bouteflika. L'un et l'autre occupent d'ailleurs des portefeuilles ministériels (Amar Ghoul et Amara Benyoune, respectivement ministres des Transports et de l'Industrie). Mais d'autres analystes politiques écartent

toute coalition politique, du moins «présidentielle», celle-ci risquant d'être enterrée définitivement. Si le projet d'une Alliance présidentielle a été amplifié lors de la campagne électorale, ce n'est pas le cas aujourd'hui où la nécessité d'une telle alliance semble dépassée, pour ne pas dire inutile. «Inutile» car le président réélu pour un nouveau mandat n'aura pas besoin du soutien que lui procurerait cette supposée alliance, la dernière en date avait éclaté en 2012 avec le retrait du MSP. Pour ce qui est du couple MPA-TAJ d'aucuns diront que c'était juste un appareil électoraliste mis en mode «on» juste pour les besoins de la campagne électorale. Ces deux partis ont été désavoués lors du dernier remaniement gouvernemental effectué en septembre 2012 par le président Bouteflika. Le remaniement de 2013 était un véritable désaveu à ces deux partis dont les chefs espèrent être récompensés d'une manière ou d'autre dans les mois à venir.

Yazid Madi

Hugh Robertson à propos de l'attaque de Tiguentourine

«Le Royaume-Uni n'a jamais décidé de retirer ses entreprises»

■ Le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Hugh Robertson, a affirmé, jeudi à Alger, qu'aucune société britannique ne s'était retirée de l'Algérie après l'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine, à In Amenas.

Par Lynda Naili Bourebrab

«**L**e Royaume-Uni n'a jamais pris la décision de retirer ses entreprises de l'Algérie, bien au contraire, les entreprises britanniques sont de plus en plus intéressées par l'investissement dans ce pays», a souligné le ministre dans une déclaration à la presse. Pour preuve, adjointra-t-il, une conférence «exclusivement consacrée à l'investissement en Algérie» aura lieu dans la capitale britannique, Londres, en automne prochain, a souligné M. Robertson. Et de souligner à ce propos que son pays faisait «entièrement confiance» au gouvernement et aux institutions algériennes quant à la sécurisation des entreprises britanniques. Une question pour laquelle Algériens et Britanniques travaillent «en étroite collaboration», relèvera le ministre britannique aux Affaires étrangères, chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Notons qu'à propos de l'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine, la British Petroleum (BP) avait



Ph. J.D. R.

certes rapatrié, mi-janvier 2013, ses employés dudit complexe gazier qu'il développe en partenariat avec Sonatrach et le norvégien Statoil, mais la BP qui conditionnait le retour de ses employés en Algérie par l'amélioration des conditions de sécurité n'a jamais quitté l'Algérie en dépit des annonces faites par son PDG, Robert Dudley, de retarder certains de ses investissements notamment à In Salah et In Amenas, prévus en 2014. De son côté, l'Algérie, suite à cette agression terroriste a fortement renforcé la sécurisation de tous ses sites gaziers et pétroliers, ce qui a conduit au retour progressif des personnels expatriés de ces compagnies étrangères.

Une conférence dédiée à l'investissement en Algérie prochainement à Londres

Ceci étant, et pour revenir sur les intentions britanniques décidées elles aussi à prendre des parts du marché algérien, Hugues Robertson, qui s'exprimait en marge d'une rencontre

avec les professeurs d'anglais formés récemment pour le nouveau centre de l'enseignement de l'anglais British Council, considérera qu'«il y a beaucoup à faire et que les opportunités de les développer sont nombreuses». Aussi, pour lui, la prochaine conférence sur les investissements en Algérie qui aura lieu à Londres, sera une opportunité pour les entreprises britanniques de mieux cerner le marché algérien et les possibilités d'investissement en Algérie.

De son côté, Madjid Bouguerra, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, a particulièrement exprimé la volonté de l'Algérie de développer sa coopération avec la Grande-Bretagne dans des domaines hors hydrocarbures.

«Le Royaume-Uni soutiendra toujours l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme»

Par ailleurs, outre le volet économique de la coopération algéro-britannique, concernant le volet

sécuritaire M. Robertson a indiqué avoir évoqué avec M. Lamamra «les questions d'intérêt commun, la situation dans la région et la coopération algéro-britannique notamment dans les domaines sécuritaire et économique». Interrogé sur la coopération sécuritaire entre Alger et Londres, M. Robertson, cité par l'APS, réitérant le «soutien» indéfectible de son pays à l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme, peu bavard sur ce sujet s'est contenté d'affirmer qu'un «processus» marqué par des réunions et une concertation régulière était «en cours». Toutefois, sans plus d'informations, il rappellera que les traditions britanniques lui interdisaient de s'étendre davantage sur cette question. «Le Royaume-Uni, qui a déjà vécu une période de lutte antiterroriste, soutient et soutiendra toujours l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme», a-t-il cependant assuré.

Le Certificat international de l'université de Cambridge pour des professeurs d'anglais algériens

S'agissant du volet formation, M. Robertson qui a affiché la disponibilité de son pays à développer l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais en Algérie, a en

effet remis le Certificat international de l'université de Cambridge pour l'enseignement de la langue anglaise (CELTA) à quatorze professeurs, en présence de l'ambassadeur britannique en Algérie, Martyn Roper. Pour rappel, lors de son premier déplacement à Alger en janvier dernier, il avait signé un accord de cinq ans permettant à 5 000 doctorants algériens en langue anglaise d'étudier dans les universités britanniques. A noter que Hugh Robertson, ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, arrivé mercredi dernier à Alger, a souligné les relations «fortes» qui unissent l'Algérie et la Grande-Bretagne. Venu pour deux jours, M. Robertson a précisé que sa visite s'inscrivait dans le cadre de la poursuite du dialogue bilatéral de coopération. Durant sa présence à Alger, outre son audience avec le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, et autres hauts responsables, il s'est déplacé au British Council où il a coprésidé, avec M. Bouguerra, la réunion du comité bilatéral de coopération, cadre de consultations politiques régulières entre l'Algérie et la Grande-Bretagne.

Lynda N.B.

Le message de Cameron au Président Bouteflika «Un signe de solidité des relations algéro-britanniques»

LE MINISTRE d'Etat britannique aux Affaires étrangères, chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Hugh Robertson, a affirmé au premier jour son arrivée à Alger, mercredi, que le message de félicitations adressé par le Premier ministre, David Cameron, au Président Bouteflika, à l'occasion de sa réélection, était «un signe de la solidité et du renforcement des relations entre les deux pays».

L. N.B.

Un baron et ses complices arrêtés

Saisie record à Oran de plus de 8 tonnes de kif

Plus de 8 tonnes de kif traité ont été saisies dernièrement à Oran et un réseau, composé de six individus dont un baron, a été neutralisé, a indiqué jeudi le chef de la sûreté de la wilaya. «Il s'agit d'une saisie record dans l'histoire de la lutte contre le trafic de drogue à Oran», s'est félicité Salah Nouasri, lors d'une conférence de presse, ajoutant que cette bande aux ramifications internationales a été neutralisée au bout de deux mois d'in-

vestigations. «Les mis en cause, dont l'âge varie entre 30 et 45 ans, sont tous de nationalité algérienne mais leur réseau était versé dans le trafic international de drogue», a-t-il ajouté, faisant savoir que deux d'entre eux étaient déjà recherchés par la justice pour leur implication dans différentes affaires de trafic de drogue. «Ces trafiquants s'approvisionnaient à partir des frontières Ouest du pays avant d'acheminer la marchandise pro-

hibée en direction de la région Sud puis vers la Libye, le Moyen-Orient et le continent européen», a expliqué M. Nouasri. Seule une petite quantité de drogue était destinée à être écoulée au niveau local, a-t-il précisé, mettant en relief la dimension transfrontalière du trafic et le caractère organisé de la bande arrêtée. La saisie de la drogue et des équipements utilisés, dont 7 véhicules et 15 téléphones portables, a été opérée dans un

hangar loué par les trafiquants dans la commune de Sidi Benyebka, relevant de la daïra de Gdyl, à une trentaine de km à l'est de la ville d'Oran. Cette opération a également permis la découverte de 3 grammes de cocaïne et de 2 kg de semence de chanvre indien, «ce qui prouve l'intention des mis en cause de procéder à la culture du produit prohibé», a affirmé le chef de la sûreté de wilaya.

Anis G.

Hôpital de Beni Messous

Un détournement de médicaments dévoilé

Un détournement de médicaments a été dévoilé récemment à l'établissement hospitalier de Beni Messous (Alger), a indiqué jeudi à Oran le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf. Les services de police ont, en coordination avec l'administration de l'hôpital, intercepté deux employés de cet établissement en flagrant délit de transfert d'une importante quantité de médicaments vers une destination extérieure, en complicité avec deux autres personnes, a précisé le

ministre à l'ouverture d'une rencontre d'évaluation de la feuille de route pour l'amélioration de la gestion du secteur, en présence des directeurs de la santé et des responsables des centres et établissements hospitaliers du pays. Les quatre personnes impliquées ont été arrêtées et mises en détention, selon M. Boudiaf, qui a ajouté qu'une enquête est ouverte pour élucider cette affaire et connaître ses tenants et aboutissants. La direction de l'hôpital de Beni Messous s'est constituée partie civile dans cette affaire tra-

duite en justice, au moment où le ministre de tutelle a pris des mesures strictes pour le suivi de la gestion et de la traçabilité des médicaments, selon un responsable auprès de même ministère. La même source a indiqué à l'APS que certains établissements du secteur à l'ouest du pays feront l'objet prochainement d'inspection sur la base d'informations parvenues au ministre faisant état de détournement de médicaments vers des cliniques privées et même vers un pays voisin.

APS

Armes traditionnelles Découverte d'un atelier clandestin de réparation

UN ATELIER de réparation d'armes traditionnelles et de chasse a été découvert à Batna par les éléments de la sûreté de wilaya de Biskra dans le cadre d'une extension de la compétence territoriale, a-t-on appris jeudi auprès de la sûreté de wilaya. Neuf personnes impliquées dans cette affaire ont été arrêtées, selon la même source qui a précisé que les mis en cause ont été interpellés dans la ville de Sidi Okba (18 km à l'est de Biskra) vers une heure du matin par une patrouille de police, alors qu'ils se trouvaient à bord de quatre véhicules immatriculés à Batna, Khenchela et Sétif, stationnés dans l'obscurité. Le contrôle des identités a révélé qu'ils étaient originaires des villes de Biskra, Batna, Sétif, Khenchela et Oum El Bouaghi, a-t-on ajouté, soulignant qu'un de ces hommes originaire de Batna était en possession de deux cartouches de calibre 16 mm et de photos le montrant en train de porter des armes traditionnelles. L'élargissement de la compétence territoriale des enquêteurs jusqu'à Batna a conduit au démantèlement d'un atelier de réparation d'armes traditionnelles, de chasse et de munitions, et à la saisie de six armes dont un fusil de chasse, un kg de poudre, 44 cartouches, une cartouchière et du matériel utilisé pour la réparation des armes.

Hani Y.

Matériau de construction importé par le groupe GICA

La commercialisation du ciment débutera en mai

■ Cinq cimenteries sont mises à la disposition des transporteurs de ciment en sac et en vrac pour chargement, à savoir celles de Meftah, Sour el Ghozlane, Chlef, Aïn el Kebira et Aïn Touta.

Ph/D. R.



Par Dalil T.

La commercialisation du ciment Portland, dont l'importation par le groupe Gica est en cours, débutera au mois de mai prochain, a annoncé jeudi la Société de distribution des matériaux de construction (Sodismac) dans un communiqué. «Le ciment de type Portland CPJ CEM 42.5 devrait commencer à être commercialisé au mois de mai et obéira aux dispositions réglementaires contenues dans les cahiers des charges du groupe Gica», a souligné Sodismac dans son communiqué. Les entreprises de réalisation publiques, privées et étrangères sont ainsi invitées à se rapprocher de la direction pour acqué-

rir le ciment au prix pratiqué par le groupe Gica. Cinq cimenteries sont mises à la disposition des transporteurs de ciment en sac et en vrac pour chargement, à savoir les cimenteries de Meftah, Sour el Ghozlane, Chlef, Aïn el Kebira, Aïn Touta. Six lieux de déchargement sont prévus par Sodismac dans ses unités commerciales d'Alger, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Médéa, Adrar, et trois autres unités commerciales à Djelfa. Actuellement, l'Algérie dispose de 14 cimenteries dont seulement deux appartiennent au secteur privé. La capacité de production nationale installée est estimée à près de 19,5 millions de tonnes par an alors que la consommation varie entre 20 et 21 millions de tonnes, soit un déficit dépassant les 2,5

millions de tonnes. Afin de satisfaire la demande croissante en ciment et faire face aux tensions des prix accentuées par la spéculation, le pays recourt à l'importation. Un fardeau lourd qui coûte au budget de l'Etat au moins 300 millions d'euros chaque année.

Le gouvernement s'est fixé l'objectif d'atteindre une production de 25,7 millions de tonnes par an par le secteur public et 17 millions de tonnes par an par le secteur privé à l'horizon 2022.

L'Algérie parmi les 20 premiers pays producteurs de ciment au monde

L'Algérie devrait cesser d'importer du ciment d'ici 3 à 4 ans,

et ce, grâce au renforcement de ses capacités de production nationale, avait affirmé en février à Alger le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement, Amara Benyouènes.

«Je rassure les Algériens que d'ici 3 à 4 ans, on n'aura plus de crise de ciment et on arrêtera même son importation définitivement», avait-il déclaré en marge de la signature d'une convention d'investissement entre une entreprise algérienne privée, Hodna Cement Company (HCC) et son partenaire sud-africain Pretoria Portland Cement Limited (PPC).

Le ministre s'est montré très optimiste quant à l'amélioration des capacités de production nationale du ciment.

«Nous savons tous qu'il y a, en Algérie, une crise du ciment, mais grâce à des partenariats pareils, on va mettre un terme à cette crise», avait-il estimé, annonçant le lancement d'une dizaine de projets de réalisation de cimenteries en 2014.

«Ces cimenteries devront entrer en production fin 2016-début 2017», avait précisé le ministre, selon qui l'Algérie projette d'exporter ce matériau de construction à partir de 2017.

Selon le dernier rapport du «Global Cement Directory» pour 2014, d'Oxford business group, «la capacité de production de ciment de l'Algérie s'élève à 21 millions de tonnes par an, ce qui classe le pays parmi les 20 premiers producteurs de ciment

dans le monde». Ce classement élaboré sur la base des chiffres publiés par l'US Geological Survey, l'institut d'études géologiques des Etats-Unis, place l'Algérie au top 20. La demande exprimée «dépassé toutefois la production nationale de 5 millions de tonnes/an», un manque compensé par l'importation.

«En 2013, la valeur des importations de ciment s'établissait à environ 290 millions d'euros, soit une hausse de 26% par rapport aux chiffres de 2012», indique le document.

D. T./APS

Concours «Imagine CUP 2014» Ooredoo sponsor majeur

FIDÈLE à son engagement dans le soutien aux jeunes créateurs, et poursuivant sa stratégie de promotion de l'esprit d'initiative et d'innovation chez les jeunes Algériens dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC), Ooredoo est le Sponsor majeur du concours Imagine CUP 2014, qui se tient ce samedi 26 avril 2014 à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) d'Alger. Organisée par Microsoft Algérie, cette compétition technologique phare du paysage des TIC réunit des étudiants qui conjugueront leurs compétences et croiseront leur passion pour les TIC en vue de concrétiser, sur la base de leur imagination et créativité, des projets au service de l'innovation. En marge de ce concours, Ooredoo met en place un espace dédié à la présentation du programme iStart visant à encourager le développement des applications mobiles locales par les jeunes Algériens et du programme tStart qui a pour objectif d'aider et d'accompagner les jeunes algériens à la création de start-up technologiques.

Pour rappel, les programmes tStart et iStart ont été lancés dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (ANDP-ME) et Ooredoo.

A travers cette action de sponsoring du concours Imagine CUP 2014, Ooredoo confirme son engagement aux côtés des jeunes Algériens porteurs d'idées et qui représentent l'avenir du secteur des technologies de l'information et de la communication.

Communiqué

Depuis une semaine

Le prix du panier Opep à son plus bas niveau

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 104,99 dollars mercredi, son plus bas niveau en une semaine, a indiqué jeudi l'Organisation sur son site internet.

Le prix du panier Opep est ainsi en repli de 20 cents, reculant de 105,19 dollars le baril mardi à 104,99 dollars mercredi, selon les dernières données de l'organisation.

Comparé à son niveau de la semaine dernière où il était en hausse, atteignant les 106,06 dollars mercredi dernier, le prix du panier de l'Opep est à son plus bas niveau depuis jeudi passé où il avait atteint 105,53 dollars le baril.

L'Opep pompe environ 35% de la production mondiale du brut avec une moyenne de 30 millions de barils/jour.

Introduit en juin 2005, le panier de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (EAU) et le BCF 17 (Venezuela).

T. R.

Commerce des services

La Chine en déficit de 32,8 milliards de dollars

La Chine a enregistré un déficit de 32,8 milliards de dollars dans son commerce international des services au cours du premier trimestre de 2014, selon des données publiées jeudi par l'Administration nationale des changes.

Les recettes totales du pays générées par le commerce des services se sont élevées à 53,3 milliards de dollars au premier trimestre, tandis que les dépenses ont atteint 86,2 milliards de dollars, selon la même source.

En mars, la Chine a enregistré un déficit de 9,9 milliards de dollars, avec des recettes et des dépenses s'établissant respectivement à 19,3 milliards de dollars et 29,3 milliards de dollars, selon les mêmes données.

Le commerce des services comprend divers secteurs tels que le transport, le tourisme, les télécommunications, la construction et la finance.

O. N.

Sur les marchés à moyen et long terme

L'Italie emprunte 5 milliards d'euros

L'Italie a lancé jeudi un emprunt obligataire de 5 milliards d'euros en bons de trésor à moyen et long terme dans un contexte toujours favorable aux pays européens dits «périphériques». Le Trésor italien a émis 3,5 milliards d'obligations à coupon zéro dites

CTZ (n'entraînant pas le versement d'une rémunération annuelle) à échéance avril 2016 à un taux de 0,786% (contre 0,778% le 26 mars). La demande a représenté 1,47 fois l'offre. Un montant de 975 millions d'euros a été émis en obligations indexées sur l'inflation (BTPei) à

échéance septembre 2024 à un taux de 1,92%. La demande a représenté 1,80 fois l'offre.

Il a enfin levé 525 millions d'euros de BTPei à échéance septembre 2026 à un taux de 2,09%. La demande a représenté 2,46 fois l'offre.

R. E.

Du 15 au 18 mai au Palais des expositions

15^e édition du Sitev

LE SALON international du tourisme et des voyages (Sitev) organisera sa 15^e édition du 15 au 18 mai au Palais des expositions aux Pins maritimes (Alger) avec la participation de plusieurs exposants algériens et étrangers, a indiqué mardi le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Lamine Hadj Saïd. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'installation du nouveau directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, le ministre a affirmé que ce Salon «permettra de consolider et de renforcer les liens de coopération artisans et investisseurs dans le domaine du tourisme». L'accent sera mis, lors de ce Salon, sur la nécessité d'améliorer la qualité des produits artisanaux et de relancer le secteur du tourisme, a ajouté le ministre.

Les préparatifs du 15^e Sitev sont en cours à la faveur d'une coordination entre toutes les parties concernées, a affirmé M. Hadj Saïd. R. T.

Dimanche à El-Oued «Tourisme saharien, entre potentialités et contraintes» en débat

«LE TOURISME saharien entre potentialités et contraintes» sera au centre d'un séminaire national les 27 et 28 avril à El-Oued, dans le cadre d'une opération de «jumelage virtuel» entre l'université et le secteur du tourisme.

La rencontre s'inscrit dans ce cadre pour mettre en place une méthodologie de gestion d'activités touristiques et encourager l'investissement dans le domaine, a précisé le chargé de communication du séminaire, Moufid Abdellaoui. Le séminaire est un espace ouvert permettant aux spécialistes d'illustrer l'importance du tourisme saharien et son impact sur le développement socio-économique, à travers la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de marketing touristique, a-t-il expliqué.

Organisé par la faculté des sciences économiques, des sciences commerciales, et des sciences de gestion, le séminaire vise à adopter une stratégie cohérente pour lever les contraintes entravant l'investissement dans le domaine et l'exploitation des potentialités touristiques sahariennes, a-t-on fait savoir. Divers thèmes seront débattus lors de cette rencontre, notamment «le tourisme saharien et les structures disponibles», «la commercialisation du produit touristique saharien», «les expériences des pays voisins en matière de tourisme saharien», et «le tourisme saharien et le développement durable».

APS

«Le changement passe par la contribution de tous»

Le ministre du Tourisme appelle à la promotion de l'artisanat

Le ministre a souligné l'importance de l'artisanat dans la promotion de la destination touristique de l'Algérie, une destination «authentique et unique» en son genre.

Par Faten D.

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Lamine Hadj Saïd a appelé, mardi à Alger, à consentir davantage d'efforts pour la promotion et la modernisation de l'artisanat.

Intervenant lors de l'installation du directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, Noureddine Sahi en remplacement de Gherbi Brahim, le ministre a souligné la nécessité de coordonner les actions entre artisans et décorateurs afin de moderniser les produits artisanaux tout en préservant leur authenticité.

Dans ce contexte, M. Hadj Saïd a mis en avant le rôle de la chambre nationale de l'artisanat et des métiers dans la formation d'artisans auxquels elle offre l'opportunité de créer, d'innover et



PHOTO: D. R.

d'établir une sorte de partenariat avec les décorateurs afin de redynamiser le secteur. Le ministre a souligné l'importance de l'artisanat dans la promotion de la destination touristique de l'Algérie, une destination «authentique et unique» en son genre, a-t-il estimé.

«Le changement passe par la contribution de tous les artisans», a indiqué le ministre, soulignant la nécessité d'assurer la formation des artisans pour leur permettre de contribuer à tous les projets touristiques.

De son côté, le nouveau directeur général a affirmé qu'il ne ménagerait aucun effort à travers la coordination des actions entre cadres de la chambre afin de redonner à l'artisanat l'approche qui lui sied.

M. Sahi a appelé à l'élargissement de cette industrie qui «peut être très compétitive» dans le domaine économique au profit des jeunes.

F. D./APS

Fonds national de promotion de l'artisanat

Souk Ahras : 80 artisans bénéficient d'une aide

Un total de 81 artisans activant dans la wilaya de Souk Ahras viennent d'obtenir une aide financière du Fonds national de promotion des activités de l'artisanat traditionnel, a indiqué mercredi le directeur du tourisme et de l'artisanat, Zoubir Boukaâbache.

Ces aides d'un montant total de 19,6 millions de dinars ont bénéficié à des artisans activant dans les métiers de la couture, de la bijouterie, de la pâtisserie traditionnelle, de la ferronnerie d'art et de la tapisserie.

Destinées à l'acquisition d'équipements à même d'accroître les capacités de production de ces artisans, les aides versées vont de 100 000 à 500 000 dinars, selon le même responsable qui a souligné qu'en contrepartie, les bénéficiaires s'engagent à former des jeunes artisans et à participer à des expositions conformément aux cahiers des charges signés avec la Chambre de l'artisanat et des métiers. Une opération similaire avait touché, l'année dernière, 33 artisans qui avaient bénéficié d'un total de 10 millions de dinars,

a rappelé M. Boukaâbache avant d'indiquer, par ailleurs, que dans la perspective de promouvoir les métiers traditionnels, un projet de construction d'une maison de l'artisanat vient d'être lancé dans la commune de Sedrata. Une première maison de l'artisanat avait été réceptionnée en 2012 au chef-lieu de wilaya en plus de deux centres de développement des compétences, ouverts au début de l'année en cours à Taoura et à M'daourouche.

Kaci Bey

Artisanat traditionnel à Tizi-Ouzou

Vers la résolution du problème d'approvisionnement en corail

Le problème d'approvisionnement des artisans de Tizi-Ouzou en corail et en laine est en voie de résolution, a indiqué mardi le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya.

«Les artisans bijoutiers de Tizi-Ouzou, dont l'effectif est estimé à plus de 500 immatriculés au niveau de la CAM, seront approvisionnés, dès le

mois de juin prochain, avec un quota de corail nécessaire à leur activité», a indiqué à l'APS Berki Abdelkrim. Il a aussi fait part de l'association des coopératives des bijoutiers d'Ath Yenni et de Freha, dans la distribution de cette matière première aux fins de mettre un terme à la spéculation sur ce produit. Dans le même sillage, un accord est passé avec la

CAM de Tيارت en vue de l'approvisionnement des artisans tapissiers de la région en laine, a-t-il ajouté.

A cela s'ajoute l'implication de la coordination locale de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit dans le soutien de ces artisanes avec un prêt non rémunéré (PNR), d'un montant de 100 000 DA, destiné à l'achat des matières pre-

mières nécessaires au maintien de la qualité de leurs produits, a-t-il ajouté.

Il a également fait part d'une démarche engagée avec l'APC de Tizi-Ouzou, en vue de trouver un foncier susceptible d'abriter un marché hebdomadaire pour les bijoux traditionnels.

Ali O.

Aujourd'hui à Batna

3^e Trail des Aurès, une course à vocation touristique

La troisième édition de l'épreuve de course «Trail des Aurès», prévue aujourd'hui samedi à Batna, sera imprégnée de motivations multiples, entre quête patrimoniale, communion avec la nature et exploit sportif, ont indiqué mardi les organisateurs.

Cette manifestation sportive destinée – au-delà de son aspect sportif – à contribuer à la préservation du patrimoine matériel et immatériel de la wilaya de Batna, est initiée par l'association des «Amis d'Imedghassen», en partenariat avec la Conservation des forêts et la ligue d'athlétisme de la wilaya de Batna. Au-delà des considérations sportives évidentes, ce rendez-vous des «Top runners»

et des amateurs de la course à pied et de la marche sportive, alignera dans la convivialité des concurrents des deux sexes et de toutes les catégories. C'est à la fois une compétition sportive et un «événement touristique exceptionnel» qui ambitionne de faire de cette région une destination favorite pour des visiteurs algériens et étrangers, a indiqué le président de la ligue de wilaya d'athlétisme, Kamel Khellil.

Entre épuisantes ascensions et descentes abruptes, le parcours Chaâbet Ouled Chlih-Hamla, long de 20 km, permettra de découvrir, à l'occasion de cette joute, le cadre pittoresque d'un circuit varié, et caracté-

risé par des montées caillouteuses, des cols et des reliefs escarpés, des vallées très étroites et des pics féériques culminant jusqu'à 2 178 mètres, en traversant champs, cédraines, montagnes, pistes et routes goudronnées, dont la réserve nationale de Belezma. S'agissant de la dimension festive du Trail, M. Khellil a fait savoir qu'une course non chronométrée pour les participants les moins endurants figure également au programme de cette 3^e édition qui constitue, selon lui, «un véritable créneau à développer pour la promotion du sport et du tourisme dans la région».

Slim O.

Les encadreurs à la charge du ministère de la Solidarité

L'intégration des handicapés dans les établissements scolaires à l'étude

■ Souad Bendjaballah a souligné que son secteur fournira les encadreurs chargés de la formation de cette catégorie sociale au sein des établissements scolaires publics, indiquant que les classes spéciales des handicapés moteurs seront maintenues.

Par Bilal R.

La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition féminine a indiqué, jeudi à Alger, que le Conseil national des handicapés examinait actuellement trois dossiers dont celui de l'intégration des élèves de cette catégorie dans les établissements scolaires. Après avoir donné le coup d'envoi de la 7^e caravane de sensibilisation sur les accidents de la circulation organisée par la direction générale de la Sûreté nationale

Salon international du médicament et des équipements médicaux d'Oran Quelque 200 firmes au rendez-vous

LA DIX-SEPTIÈME édition du Salon international du médicament et des équipements médicaux (SIMEM) s'est ouverte mercredi après-midi à Oran, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf. Quelque 200 firmes représentant 21 pays participent à ce rendez-vous professionnel, abrité par le Centre de conventions Mohamed-Benahmed, jusqu'au 26 avril en cours. Cette nouvelle édition, qui se tient pour la 3^e fois consécutive à Oran, est marquée par une forte participation de la Turquie avec 23 firmes représentant un pôle des industries médicales de la région de Samsu et soutenues par la chambre de commerce de cette région turque. L'événement, initié par l'agence Krizalid, prévoit des séances de B2B entre les opérateurs nationaux du secteur et étrangers. Des opérateurs de plusieurs pays prennent part à cette édition, dont la Chine avec 23 firmes, la France (17 sociétés), l'Allemagne (15 sociétés), l'Espagne (12 sociétés) et les USA avec 11 firmes. La participation nationale est représentée par 40 entreprises algériennes de diverses activités liées au secteur de la santé. Le SIMEM se veut une vitrine reflétant les dernières innovations technologiques médicales dans divers domaines comme l'imagerie, les instruments chirurgicaux, les produits pharmaceutiques, les mobiliers médicaux et les fluides médicaux, ont indiqué les organisateurs. Le salon constitue également une opportunité de rencontres, d'échanges et de création de relations entre les professionnels du secteur.

Wahib M.

(DGSN) en coordination avec l'association El Amel, M^{me} Djaballah a précisé à la presse que trois dossiers sont en examen au niveau du Conseil national des handicapés. Le premier concerne «l'intégration des élèves non-voyants et malentendants dans les établissements scolaires publics qui interviendra à la prochaine rentrée scolaire».

La ministre a souligné que son secteur fournira les encadreurs chargés de la formation de cette catégorie sociale au sein des établissements scolaires publics, indiquant que les classes spéciales des handicapés moteurs seront maintenues. Le deuxième dossier concerne la mise en place de voies spéciales pour les handicapés afin de leur faciliter l'accès aux quartiers et infrastructures publiques, notamment les écoles.

Le Conseil national des handicapés doit examiner également le dossier lié à l'intégration des personnes à besoins spécifiques en matière d'emploi ainsi que le suivi du Fonds spécial chargé de l'équipement des établissements désireux d'embaucher les handicapés en mettant à leur disposi-



Ph. > D. R.

tion le matériel à même de faciliter leur travail. Concernant le financement de ce fonds, la ministre a expliqué que les entreprises qui emploient plus de 20 personnes et qui refusent de recruter des handicapés seront contraintes de verser chaque année pour ce fonds, le tiers du salaire de base d'un travailleur et

celles de plus de 100 travailleurs, le salaire complet.

M^{me} Djaballah a indiqué que la prise en charge de cette catégorie à besoins spécifiques est «l'affaire de tous», appelant à la sensibilisation sur les problèmes des handicapés.

Le Conseil national des handicapés, composé de 47 membres

représentant différents départements ministériels et le mouvement associatif, a été installé le 14 mars dernier en tant qu'organe de concertation et de coordination autour des questions liées à la protection des personnes handicapées, en vertu du décret exécutif du 26 mai 2006.

B. R. /APS

Le coup d'envoi a été donné jeudi

Caravane de sensibilisation aux accidents de la route

Une caravane de sensibilisation aux accidents de la route a pris le départ, jeudi matin, d'Alger en direction de la wilaya d'Illizi dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de police de proximité de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Organisée en collaboration avec l'association Al Amel pour les personnes aux besoins spécifiques, cette caravane se rendra dans un premier temps à Illizi avant de

rejoindre Djanet, selon le commissaire de police Ouali Kamel, représentant de la DGSN. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Souad Bendjaballah, a donné le coup d'envoi de cette caravane composée de 25 personnes aux besoins spécifiques et qui s'étalera sur une semaine. Des aides constituées de fauteuils roulants, de vêtements et autres seront distribuées aux personnes aux

besoins spécifiques ainsi qu'aux enfants scolarisés, a précisé la présidente de l'association El Amel, Hiziya Rezig. Les membres de la caravane rendront également visite aux malades dans les hôpitaux, a-t-elle ajouté. Cette manifestation vise à «renforcer la solidarité entre les handicapés du nord et du sud qui partagent les mêmes préoccupations», a-t-elle encore souligné.

Nawel T.

Tamanrasset

Le rôle des zaouïas dans l'ancrage de la tolérance en question

Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Bouabdallah Ghlamallah, a mis l'accent, jeudi à Tamanrasset, sur le rôle des zaouïas dans l'ancrage de la véritable religion et de l'esprit de tolérance au sein de la société. Intervenant en ouverture d'un colloque sur «la mission des zaouïas et des écoles coraniques dans l'ancrage de la modération et du juste milieu», le ministre des Affaires religieuses a indiqué que «les zaouïas, à travers le pays, ont un rôle primordial dans la propagation et l'ancrage de la véritable religion, du sens de la modération et de l'esprit de tolérance entre citoyens, conformément aux préceptes de l'Islam». Ghlamallah a, à ce titre, plaidé pour «le rejet de l'extrémisme et des excès, susceptibles de conduire à l'effritement et à la faiblesse de la nation islamique», qualifiant, à ce titre, les

zaouïas de réservoir du secteur des affaires religieuses en compétences à même de contribuer à l'encadrement de structures de formation et d'enseignement.

Le ministre des Affaires religieuses a mis à profit sa tournée dans la wilaya de Tamanrasset pour inaugurer l'institut national de formation spécialisée des corps spéciaux, qui accueille actuellement un effectif de 55 étudiants, dont un Gambien et les autres de différentes régions du pays, scindés en deux groupes.

Encadrés par sept enseignants, ces élèves qui suivent des formations d'Imam-enseignant dans différentes filières de la religion, dont le fikh (jurisprudence), la Sunna (conduite du Prophète QSSSL) et le saint Coran, disposent d'une prise en charge totale, a-t-on expliqué au ministre. Couvrant une superficie

de 29 000 m², cet édifice cultuel, réalisé au titre du programme spécial de développement du Sud pour un investissement de 438 millions DA, compte 12 salles de cours, un auditorium de 150 places, une salle de lecture, une salle des enseignants et un bloc administratif composé de 11 bureaux, selon sa fiche technique.

M. Ghlamallah a souligné la mission attendue de cet établissement de formation dans la lutte contre le phénomène de l'extrémisme religieux, avant de mettre en exergue sa dimension africaine, à travers la formation d'imams de pays africains limitrophes, et pour lesquels une capacité de 24 places de formation a été retenues.

Le ministre a, par ailleurs, inspecté le nouveau siège de la direction des affaires religieuses, réalisé au quartier Imechouane,

où il s'est enquis de ses différentes structures et des conditions de travail offertes. D'amples explications sur le secteur et les structures religieuses, notamment les 150 lieux de culte disséminés à travers le territoire de la wilaya de Tamanrasset, ont été fournies à la délégation ministérielle.

Ghlamallah a également procédé, à l'issue de la visite, à l'inauguration de deux écoles coraniques réalisées par des bienfaiteurs aux quartiers «Tebarka» et «Nacim», avant de s'enquérir des chantiers de réalisation des mosquées «Moulim Ibn Hadjadj» au quartier Sersouf, d'une capacité de 1 070 fidèles, et «Abdallah Ibn Rawaha» (dotée d'une école coranique) au quartier Gataâ El-Oued, dont les travaux sont à 60% d'avancement.

Lotfi G.

Haut-Plateaux

Dix grands transferts d'eau prévus à partir du Sud

■ Dix grands transferts d'eau à partir du Sud algérien vers les wilayas des Hauts-Plateaux sont prévus à la réalisation dans les 40 ans à venir, au titre du plan national d'orientation du secteur des ressources en eau.

Par Moussa H.

Ces transferts d'eau à partir du Sud, dont les études ont été achevées, mettront fin définitivement, à leur concrétisation, à la rareté de la ressource hydrique caractérisant les régions des Hauts-Plateaux, a indiqué Necib Hocine, en visite jeudi dernier dans la wilaya de Boumerdès, en marge d'une visite de travail dans la wilaya. Interrogé lors d'un point de presse sur l'impact négatif qu'auraient les stations de dessalement des eaux de mer sur l'écosystème marin, le ministre a réfuté cette allégation, assurant que «le rejet du sel dans la mer provenant du traitement de l'eau par ces stations n'a aucune incidence sur le milieu marin». M. Necib a indiqué, à cet égard, qu'une

démarche est en cours en vue de souscrire un partenariat avec des entreprises qualifiées en vue de l'exploitation du sel rejeté par ces stations de dessalement des eaux de mer. Pour ce qui est de l'alimentation en eau potable dans la wilaya de Boumerdès, il a fait état de la mobilisation d'une enveloppe de 2,4 milliards de DA pour l'approvisionnement en eau de 150 villages relevant des communes de Bordj Menaiel, Naciria, Timzrit, Chabet El Ameur et Issers. Les travaux de ces projets seront lancés en mai prochain, selon le ministre, qui a insisté sur l'impératif de l'amélioration de la gestion de l'eau, en vue de permettre une distribution régulière et équitable de cette denrée vitale. Evoquant les fuites d'eau à l'échelle nationale, le ministre a fait savoir que

ce phénomène préjudiciable a été pris en charge, en vue de la rénovation et de l'extension d'une moyenne de 3000 km de conduites d'AEP/an. Cependant, l'aplanissement «définitif» de ce problème de fuites d'eau nécessite, a souligné le ministre, de doubler les efforts en la matière, en procédant à la réfection de 6 000 km de conduites d'AEP/an, au titre du prochain quinquennat. A Khemis El Khechna, M. Necib a procédé à la mise en exploitation d'un réservoir de 5 000 m³ et d'un autre de 1 000 m³, et ce, avant de se rendre à Boudouaou où une station de pompage a été mise en service. A Isser, le ministre a procédé à la mise en exploitation du réseau d'AEP de la commune de Chabet El Ameur, à partir du transfert d'eau du barrage de



Ph : DR

Taksebt (Tizi-Ouzou). Cette visite a donné lieu également à la mise en service de deux réservoirs d'eau de 5 000 m³ chacun au profit des communes de Chabet El Ameur et de Bordj Menaiel.

M. H./APS

El-Bayadh

Une délégation indonésienne visite des sites de la confrérie Tidjania

Une délégation indonésienne composée d'une trentaine d'adeptes de la Tariqa (confrérie) Tidjania effectue une visite aux sites de la zaouïa Tidjania dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on constaté jeudi. Le chef de la délégation indonésienne, Ahmed Tidjani Ben Mokhliss, a situé cette visite dans le cadre du rapprochement et des échanges entre les adeptes de la Tidjania, dans les deux pays, ajoutant que cette confrérie compte en Indonésie plus de 190 zaouïas. Un des représentants de la zaouïa Tidjania en Algérie,

Mohamed Habib Tidjani (un des petits-fils de Sidi Ahmed Tidjani), a, de son côté, indiqué que la visite de la délégation indonésienne vient en réponse à une invitation adressée par son homologue algérienne lors de sa participation au colloque international sur la confrérie Tidjania, tenu dernièrement en Indonésie. «Cette visite devra permettre aux adeptes indonésiens de la confrérie de s'enquérir de près de la fondation de la zaouïa et des différentes étapes de la vie religieuse du saint patron Cheikh Sidi Ahmed Tidjani», a

affirmé la même source. La délégation indonésienne a entamé sa tournée par la visite de la Khelwa (lieu de méditation) de Sidi Ahmed Tidjani, se trouvant au vieux Ksar de Boussemmghoune, dans la wilaya d'El-Bayadh. La délégation devra se rendre également dans la commune de Chellala pour prendre connaissance d'autres sites de la confrérie Tidjania, avant de rallier le siège de la zaouïa Tidjania à Ain Madhi (wilaya de Laghouat), ville natale du défunt Cheikh Sidi Ahmed Tidjani, a-t-on indiqué. Youcef C.

Biskra

Extension des superficies irriguées

Les surfaces agricoles irriguées ont «plus que doublé» dans la wilaya de Biskra, atteignant les 104 000 hectares entre périmètres de palmiers, maraîchages et céréaliculture, a indiqué jeudi le directeur des services agricoles (DSA), Kamel Atrous.

Ce responsable a souligné que les surfaces irriguées, qui ne dépassaient pas les 50 000 hectares en 2000, se sont étendues

de 54 000 hectares supplémentaires durant les dernières années. Cette extension des surfaces irriguées a été obtenue grâce à la réalisation d'un réseau de huit puits artésiens et forages dont les ressources se sont ajoutées aux eaux de surface exploitées à la faveur du barrage de la Fontaine des gazelles (55,5 millions de m³) et de Fom el Gherza (14,8 millions de m³).

L'achèvement des travaux de la station

d'épuration d'El Mesdour, près du chef-lieu de wilaya, permettra de réaliser de nouvelles extensions des surfaces irriguées, allant jusqu'à 2 000 hectares, selon la direction de wilaya des ressources en eau. Par ailleurs, la DSA assure un suivi et un accompagnement des agriculteurs qui réalisent des projets de modernisation des techniques d'irrigation, notamment pour le système du goutte-à-goutte. Hamou A.

Béchar

630 millions DA pour la rénovation de l'hôtel Rym

Les travaux de rénovation et de mise à niveau de l'hôtel Rym à Béni-Abbès (Bechar), relevant de la chaîne hôtelière nationale El-Aurassi, seront lancés avant la fin 2014, a-t-on appris auprès de la direction de cet établissement.

Une enveloppe de 630 millions DA est dégagée pour la réalisation des travaux devant être menés en deux phases, selon une étude réalisée par un bureau d'études national, a-t-on précisé. Les travaux portent sur une rénovation globale et la modernisation des différentes structures de cette unité hôtelière de 240 chambres, pour qu'elle puisse répondre aux exigences de la clientèle et aux standards nationaux et internationaux en la matière, a-t-on signalé.

En plus de ces travaux qui toucheront aussi les différents réseaux (eau potable, assainissement, électricité, téléphone), il est prévu également la réalisation d'une quinzaine de bungalows, des terrains de sport, de nouveaux jardins et un espace culturel comprenant notamment un théâtre de plein air de plus de 1 000 places, a-t-on fait avoir.

Le projet de rénovation et de modernisation de cet hôtel, ouvert au début des années 70 du siècle dernier, s'inscrit dans le cadre du développement et de la promotion du tourisme saharien, indique-t-on.

Situé à proximité des grandes dunes et des palmeraies de Béni-Abbès, et employant actuellement une quarantaine de personnes, l'hôtel Rym jouera, une fois ces travaux

réceptionnés en décembre 2016, un rôle important dans le développement des activités touristique de cette région à vocation essentiellement touristique, située à 241 km au sud de Béchar, estime la même source. Le rôle sera conforté par l'ouverture des activités de transport des voyageurs et de fret de l'aéroport de cette collectivité, en voie d'équipement en différentes structures nécessaires à sa gestion quotidienne.

L'aérodrome de Béni-Abbès qui dispose d'une piste d'atterrissage de 3 500 mètres de longueur sur une largeur de 45 mètres, apte à accueillir différents types d'aéronefs, a été réalisé en 2009 avec un coût de plus de 490 millions DA.

Katia N.

Ghardaïa

La vie reprend son cours normal

LA VIE avait repris son cours normal à Ghardaïa, appelant la population de cette région à «cohabiter pacifiquement dans un esprit d'entente». C'est l'affirmation du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Tayeb Belaiz, lors d'une conférence de presse au terme d'une visite de travail et d'inspection à la direction des unités républicaines d'El Hamiz, formant le vœu de voir les populations de cette wilaya «cohabiter pacifiquement dans un esprit d'entente». Il a appelé «les sages de la région à propager les valeurs de fraternité et d'entente entre les habitants de la localité», souhaitant que Ghardaïa ne connaisse plus les mêmes incidents qu'elle a vécus ces derniers temps. M. Belaiz a souligné la nécessité pour les populations de la région connue par sa stabilité de «faire prévaloir la raison et le bon sens et de cohabiter» dans un esprit d'entente. La violence, a-t-il dit, «n'engendre que la violence et la destruction». Des échauffourées ont éclaté le 6 avril dernier à Ghardaïa entre des groupes de jeunes au niveau des quartiers d'El Korti, Ben Ghanem, Belaadiss et Chaaba. La région est le théâtre depuis le mois de janvier d'affrontements violents et récurrents qui ont fait 7 morts et de nombreux blessés. Des locaux commerciaux et des habitations ont été incendiés dans ces quartiers qui ont connu des actes de saccage et de pillage. Plusieurs personnalités nationales politiques, religieuses et sportives sont intervenues pour appeler à la retenue et à l'ouverture d'un dialogue fraternel afin de rétablir le calme et la sérénité dans cette ville.

Samy F.



Proche-Orient

Les Israéliens mettent fin au processus de paix

■ Israël et les Palestiniens sont revenus à la case départ après la suspension des négociations de paix parrainées par les États-Unis, un échec attendu malgré le forcing du secrétaire d'État John Kerry.

Par Ali O.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a décidé jeudi de rompre les pourparlers et promis de prendre de nouvelles sanctions contre l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas à la suite de sa réconciliation avec le mouvement islamiste Hamas.

Aucun détail n'a encore filtré sur le contenu de ces sanctions.

La ministre de la Justice Tzipi Livni, chargée du dossier des négociations avec les Palestiniens, a affirmé que les mesures punitives seraient bien «calculées» et ne provoqueraient «pas un effondrement de l'Autorité palestinienne», soutenue à bout de bras par la communauté internationale.

Israël impose déjà des sanctions financières à l'Autorité, ayant gelé le transfert des taxes qu'il perçoit pour le compte de celle-ci après les récentes demandes d'adhésion de la Palestine à 15 traités et conventions internationaux.

La coopération sécuritaire entre Israël et l'Autorité palestinienne, cruciale aux yeux des Israéliens, pourrait pâtir d'un retour en arrière des relations israélo-palestiniennes.

Des sources sécuritaires israéliennes, citées par le quotidien *Maariv*, prédisent que les forces de sécurité israéliennes ne pourront plus compter sur leurs homologues palestiniennes et agiront désormais seules en cas de «nécessité d'élimination ciblée» à Gaza ou en cas de «menace terroriste» en Cisjordanie.

De son côté, la direction de l'OLP, signataire de l'accord de réconciliation conclu mardi à Gaza avec le Hamas, se réunit samedi et dimanche à Ramallah



Palestiniens discuteront d'une éventuelle dissolution de l'Autorité afin de rendre à Israël la responsabilité d'administrer les Territoires en tant que puissance occupante, ont-elles ajouté. Des délégués du Hamas assisteront à cette réunion à Ramallah. Hier, le président américain Barack Obama a estimé que la décision du président Abbas de se réconcilier avec le Hamas, bête noire d'Israël qu'il considère comme un «groupe terroriste», «n'aidait pas». Son secrétaire d'État, John Kerry, sponsor des négociations de paix qu'il a relancées en juillet 2013, a exhorté jeudi les dirigeants israéliens et palestiniens à faire des compromis. «Nous n'allons jamais renoncer à nos espoirs et notre engagement à essayer de parvenir à la paix. Nous pensons que c'est la seule voie possible, mais à l'heure actuelle la situation a effectivement atteint un niveau très difficile, et les dirigeants eux-mêmes doivent prendre des décisions», a insisté M. Kerry. «La menace de la paix s'éloigne», ironise hier dans son éditorial le quotidien israélien *Yediot Aharonot*. «Incontestablement, ce sera désormais plus facile de faire fi de la

(Cisjordanie), sous la présidence de M. Abbas, pour discuter de ses options face à la crise du processus de paix. Le conseil central de l'OLP va apporter son soutien au président Abbas et l'encourager à poursuivre les démarches d'adhésion à des traités et organisations internationaux, selon des sources

informées palestiniennes. Au menu des débats, doit également figurer la formation du gouvernement de «consensus national» prévu par l'accord de Ghaza et qui sera dirigé par M. Abbas, ainsi que la possible suspension de la coopération sécuritaire avec Israël, ont précisé ces sources. Enfin, les

date butoir de mardi prochain», le 29 avril, l'échéance fixée par John Kerry pour la fin des négociations, explique l'influent commentateur Nahum Barnéa.

«Abou Mazen (le surnom de Mahmoud Abbas) assure ne voir aucun inconvénient à poursuivre les discussions au-delà de cette date. Israël attend de voir à quoi ressemblera le prochain gouvernement palestinien et les Américains attendent de comprendre, en vain, ce qu'il se passe», résume-t-il.

La «rue palestinienne», elle, demeure pessimiste quant aux chances de réconciliation entre le Fatah nationaliste de M. Abbas et les islamistes du Hamas, censée déboucher d'ici à la fin de l'année sur les premières élections législatives depuis 2006.

«Nous sommes habitués à ce que le Fatah et le Hamas ne tiennent pas leurs promesses», a confié hier à l'AFP Anouar Taoufik, un restaurateur de Ramallah, fatahiste. La bande de Ghaza est contrôlée depuis 2007 par le Hamas tandis que l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas administre les zones autonomes de Cisjordanie. A. O.

Corées

La visite d'Obama à Séoul sous la menace d'un test nucléaire nord-coréen

La Corée du Nord ne gagnera «rien» à proférer des menaces, a déclaré Barack Obama au premier jour de sa visite à Séoul, mettant en garde Pyongyang contre de nouvelles sanctions en cas d'un 4e essai nucléaire, en préparation selon Séoul et des experts.

Soulignant que Washington et Séoul sont «sur la même longueur d'onde» dans leur refus d'accepter une Corée du Nord nucléaire,

Barack Obama a assuré que même la Chine, seul allié de poids du Nord, avait conscience de «la menace significative» que représente son voisin.

«Les menaces n'apporteront rien à la Corée du Nord», a déclaré le président américain, lors d'une conférence de presse à Séoul, aux côtés de son homologue sud-coréenne, Park Geun-Hye.

Et «la Chine commence à reconnaître que la Corée du Nord est non seulement une nuisance mais aussi un problème significatif pour sa propre sécurité», a-t-il ajouté.

Séoul et Washington ont à plusieurs reprises demandé à Pékin d'user de son influence pour convaincre Pyongyang d'abandonner son programme nucléaire, en vain jusqu'à présent.

La visite d'Obama en Corée, deuxième étape de sa tournée asiatique, s'effectue sous la menace d'un nouvel essai atomique.

Le gouvernement sud-coréen a signalé cette semaine, sur la foi

d'informations de l'agence de renseignements, un regain d'activités sur le site de Punggye-ri, côté nord-coréen, qui suggère des préparatifs pour un 4^e test.

Hier, l'Institut américano-coréen, un centre d'études respecté sur la Corée du Nord, situé aux États-Unis, a lui aussi signalé un surcroît d'activités sur le site, selon l'analyse d'images satellite prises en milieu de semaine.

Le site de l'institut, 38 North, rappelle qu'en février 2013, le regain d'activité s'était produit deux à trois jours avant la détonation. «On ne sait pas si la Corée du Nord suivra le même calendrier».

Pyongyang a pour sa part condamné la visite du président américain dans la péninsule, estimant qu'elle n'aurait pour résultat que d'accroître les tensions et apporter «les nuages sombres de la course à l'arme nucléaire».

Les États-Unis, alliés du Sud, comptent 28.500 soldats sur le territoire sud-coréen et les deux États conduisent tous les ans des

manœuvres conjointes qui exaspèrent le Nord.

Les analystes estiment possible que Pyongyang veuille perturber la visite du président des États-Unis au Sud, voisin et ennemi du Nord, en procédant à un nouvel essai nucléaire.

Mais d'autres avancent que Pyongyang ne se risquera pas à provoquer la colère de la Chine, son puissant allié et seul soutien économique de poids.

Un test nucléaire aurait pour effet immédiat d'unir le Japon, la Corée du Sud – pourtant en froid depuis plusieurs mois – et les États-Unis, et de placer la Chine dans une position embarrassante.

Selon Séoul, il pourrait aussi s'agir de simples manœuvres destinées à faire croire à un prochain test nucléaire.

La visite d'Obama s'est par ailleurs déroulée dans un pays en deuil, après le naufrage d'un ferry qui a fait 300 victimes, des lycéens pour la plupart.

Iran

Le président Rohani enregistre son premier revers politique

Le président iranien Hassan Rohani a subi cette semaine son premier revers politique huit mois après sa prise de fonctions, les catégories les plus aisées ayant ignoré ses appels à renoncer à leurs aides publiques au profit des plus défavorisés. Ce programme d'aide – 14 dollars par mois et par personne – avait été instauré en décembre 2010 par l'ex-président conservateur Mahmoud Ahmadinejad, pour compenser les baisses des subventions publiques massives à l'énergie (gaz, électricité, carburant) et à l'alimentation. Le salaire minimum mensuel est de 185 dollars pour les ouvriers, et l'aide directe constitue une importante part du budget des familles les plus modestes, alors que pour les plus aisés, son impact est très modeste. Alors que le gouvernement de M. Rohani vient d'annon-

cer une nouvelle hausse des prix des carburants, il avait demandé ces dernières semaines aux Iraniens aisés de renoncer au dispositif d'aide, afin que l'État puisse dégager des ressources et investir dans les infrastructures, la production industrielle et les transports publics. Pour ce faire, les autorités ont organisé une campagne télévisée offensive, mettant en scène des célébrités, sportifs, hommes politiques et même personnalités religieuses lançant des appels aux familles riches. Le gouvernement espérait que 10 millions de personnes renonceraient à demander à bénéficier de l'aide directe. Mais les résultats, rendus publics mercredi, montrent que la vaste majorité est restée sourde à ces appels. Près de 95% des Iraniens – 73 sur 77 millions – ont réclamé leur argent, ce qui représente un coût d'un milliard de dollars par mois

pour les autorités. Les conservateurs se sont empressés de railler le gouvernement. Mais la campagne médiatique a également été critiquée dans les milieux réformateurs et modérés, qui avaient soutenu M. Rohani lors de son élection en juin 2013. M. Rohani, un religieux modéré, avait largement utilisé les réseaux sociaux et les médias réformateurs lors de la campagne présidentielle. Les mois à venir seront cruciaux pour M. Rohani, alors que le gouvernement a annoncé jeudi soir une nouvelle augmentation massive du prix de l'essence et du gazole dans le cadre de la deuxième phase de son programme visant à supprimer les subventions. Le prix d'un litre d'essence semi-subsidonné est par exemple passé de 4.000 rials (0,12 dollar au taux du marché libre) à 7 000 rials (0,22 USD), soit une hausse de 75%.



Points chauds

Sondages

Par Fouzia Mahmoudi

Les élections européennes qui se tiendront dans exactement un mois sont aujourd'hui au cœur de la vie politique française. Les socialistes grands perdants du scrutin municipal du mois dernier sont bien conscients que ce rendez-vous électoral sera certainement une nouvelle occasion qu'auront les Français d'exprimer leur déception vis-à-vis du gouvernement en place. Du côté de la droite tous les espoirs sont permis et l'on entrevoit d'ores et déjà une nouvelle victoire issue des urnes. Une victoire importante qui replace le parti de droite au centre de la vie politique française, alors qu'à l'UMP les batailles d'ego continuent à faire rage. Mais surtout depuis quelques semaines ce sont les multiples sondages aux résultats différents qui intriguent. En effet, si le PS semble sans aucun doute en queue de peloton dans les intentions de vote, le FN et l'UMP se disputent la première place et chaque étude d'opinion alterne les positions des deux mouvements. À un mois des élections européennes, seuls 35 % des Français se disent «tout à fait certains d'aller voter» et le FN arrive en tête des intentions de vote (24 %) devant l'UMP (22 %) et la liste PS-radicaux de gauche (20 %), selon un sondage paru hier. 35 % des interrogés se sont dits, sur une échelle de 0 à 10, «tout à fait certains d'aller voter». Ils sont 52 % dans la tranche d'âge 65 ans et plus contre 19 % des 18-24 ans. À la question «si les élections européennes avaient lieu dimanche prochain et que vous aviez le choix entre les listes suivantes, pour laquelle y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?», 24 % choisissent le FN, 22 % l'UMP, 20 % une liste PS-radicaux de gauche, 9 % une liste UDI-MoDem-L'Alternative, 7,5 % Front de gauche, 7 % Europe Écologie-Les Verts. Les autres listes ne franchissent pas la barre des 5 %. Si 51 % des interrogés estiment que leur «vote n'aura aucun rapport avec un jugement sur l'action du président de la République et du gouvernement», 39 % exprimeront leur «insatisfaction vis-à-vis de l'action du président de la République et du gouvernement». 6 % utiliseront ce scrutin pour soutenir François Hollande et le gouvernement. Le gouvernement socialiste a ainsi peu de manœuvres pour limiter les dégâts alors que le FN tente de séduire les indécis et de rassembler tous les eurosceptiques. Une victoire aux élections européennes pourrait avoir un impact des plus positifs sur le Front National qui jouit déjà d'une popularité qui ne cesse de grandir depuis quelques années, alors même que l'objectif avoué de sa présidente Marine Le Pen est d'accéder au pouvoir. F. M.



Sous la direction du maestro russe Guerassim Voronkov

L'Orchestre symphonique national enchante le public

■ L'Orchestre symphonique national (Osn), dirigé par le maestro russe Guerassim Voronkov et soutenu au piano par Louiza Hamadi, a enchanté les mélomanes de musique classique. Un concert de haut niveau a été animé jeudi dans la soirée, à Alger, avec au programme deux pièces du grand compositeur Piotr Ilich Tchaïkovski.

Par Abia Selles

Les mélomanes de musique classique ont été gratifiés, dans la soirée de jeudi, d'un programme animé par l'Orchestre symphonique national sous la direction du maestro russe Guerassim Voronkov.

D'entrée déjà, la pièce maîtresse et l'œuvre préférée de Tchaïkovski, «Concerto pour piano et orchestre N°1 en Si bémol mineur. Opus 23», a orné le silence religieux régnant dans la salle du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, laissant la partition se lire sur les nombreux regards attentionnés.

Déroulée en trois mouvements, cette première partie du programme a surtout permis à Louiza Hamadi, bien inspirée et

entièrement dans sa partition, de mettre en valeur ses qualités techniques et de maîtrise devant une pièce à l'exercice classé difficile dans les grandes écoles de musique du monde. «Je suis très heureuse d'être à Alger et de jouer devant ce public magnifique», a-t-elle déclaré au milieu d'une foule d'admirateurs, à l'issue de la représentation.

«La symphonie N° 5 en Mi mineur. Opus 64», déroulée en quatre mouvements marquant la deuxième partie de la soirée a offert une belle opportunité à l'ensemble des instrumentistes de mettre en valeur leur professionnalisme et leur savoir-faire.

Les différents pupitres de l'orchestre se complétaient, utilisant le contre-point.

Finissant en beauté avec «Nebda qouli besm Allah wes'lat

aâla R'soul Allah», unique pièce du terroir, les instrumentistes, parmi lesquels le maestro tunisien Hafedh Makni, invité par Abdelkader Bouazara, directeur de l'Osn, se sont donné à cœur joie, vivant cette conclusion comme un beau retour au bercail, devant une assistance qui s'est délectée près de deux heures durant.

Né à Moscou en 1960, Guerassim Voronkov, chef d'orchestre et compositeur, a étudié le piano et le violon, terminant la 1^{re} partie de son parcours par une nomination au poste de directeur de l'Orchestre symphonique du conservatoire Tchaïkovski. Sa carrière internationale le mènera d'abord en 1991 à Barcelone (Espagne), où il fonde en 1993 l'Orchestre de la Camerata Mediterranea. Après



Ph. : DR

plusieurs expériences avec différents grands orchestres, il

enseigne depuis 2012 à l'université nationale de Colombie.

A.S.

Ouverture du Festival du théâtre professionnel

Sept troupes en compétition officielle

La 8^e édition du Festival culturel local de théâtre professionnel a débuté jeudi soir, avec la participation de sept troupes théâtrales en compétition officielle.

Le jury de cette manifestation, présidé par l'ex-journaliste de l'APS et spécialiste du théâtre algérien, Kamel Bendimerad, devra désigner le 1^{er} mai prochain les trois troupes retenues pour le Festival national du théâtre professionnel d'Alger.

La première troupe sera programmée en compétition officielle et les deux autres feront partie de la programmation «off». Cette édition rendra hommage au comédien et homme de théâtre M'hamed Benguettaf, directeur du TNA, décédé le 5 janvier dernier à l'âge de 75 ans. La cérémonie d'ouverture

sera d'ailleurs marquée par la présentation d'extraits de la pièce «El Ayta» («Le cri»), écrite et mise en scène par le défunt dramaturge. Le rideau sera ensuite levé pour laisser place à la troupe «Mosaïque» du théâtre régional de la ville hôte qui présentera une pièce intitulée «Maya». Les autres troupes retenues pour cette édition sont respectivement l'Association «Art du spectacle et du cinéma» de Sidi-Bel-Abbès, la coopérative culturelle «Les amis de l'art» de Chlef, l'association culturelle «El-Moudja» de Mostaganem, la coopérative «Univers culturel» d'Alger, la troupe «El Fityane» d'Ain Defla, la troupe «Djillali Ben Abd Halim» et l'association culturelle «Face troupe» d'Alger. Toutes les représentations théâtrales seront

suivies, au lendemain de leur passage sur scène, par des débats en présence des troupes invitées et des férus de l'art scénique.

Outre le volet compétitif, les organisateurs ont programmé 45 spectacles pour adultes et enfants au niveau de plusieurs sites de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et établissements universitaires et éducatifs. Par ailleurs, deux journées d'étude sont prévues, les dimanche et lundi prochains, à la faculté des Lettres, autour des thèmes «Itinéraires de l'écriture théâtrale chez M'hamed Benguettaf» et «Expériences théâtrales algériennes sous le chapiteau de la Comedia del arte : regards croisés».

L.B.

Théâtre régional Azzedine-Medjoubi d'Annaba

Accueil chaleureux pour la pièce «Fi intidar el Mouhakama»

La nouvelle pièce du théâtre régional Azzedine Medjoubi d'Annaba «Fi Intidar el Mouhakama» (En attendant le procès) a reçu un accueil chaleureux de la part du public annabi, a-t-on constaté. Mise en scène par Abdelhamid Gouri, la pièce a

reçu, à plusieurs reprises, tout au long du spectacle d'une heure un quart, des ovations nourries. Jouée pour la deuxième fois, cette œuvre traite des réalités de l'usage du pouvoir, selon divers aspects, à travers le déroulement d'un simulacre de procès. Les

personnages présentés sous des masques colorés, représentant la femme, le jeune, le citoyen, sont privés de leurs droits dans des luttes pour le pouvoir. Le décor symbolise une salle d'audience dans laquelle se déroule un procès truqué, dans le cadre d'une

justice «inique», selon le metteur en scène. Première œuvre réalisée en 2014 par le TR Annaba, la pièce est interprétée par de jeunes comédiens, parmi lesquels Chaima Ouarad et Chahinez Ziad dont la prestation a beaucoup plu au public. F.H.

Echanges culturels

Le patrimoine culturel de Skikda à l'honneur à Alger

Le patrimoine culturel et populaire de la wilaya de Skikda sera à l'honneur à Alger, à l'occasion du Festival culturel local des arts et cultures populaires de la wilaya d'Alger, prévu du 27 avril au 1^{er} mai prochain à la salle El Mouggar, a indiqué mercredi la directrice de la culture de la wilaya d'Alger, Badia Satour.

Au menu de cette manifestation culturelle, instituée en 2008, figurent des spectacles

folkloriques animés par des troupes locales, des expositions mettant en relief la richesse et la diversité du patrimoine culturel et historique de Skikda ainsi que des concerts de musique.

Outre des pièces théâtrales, «El madbaha» du théâtre régional de Skikda et «Le monde bleu» de l'association culturelle «Basma» pour enfants, le programme du festival comporte également des expositions-

photos sur les monuments historiques et archéologiques de Skikda, des expositions d'arts plastiques, d'habits traditionnels et d'artisanat.

Cette manifestation sera une occasion pour le public algérois d'avoir une idée sur les traditions de Russicada (l'ancienne appellation de Skikda), notamment le cérémonial du mariage traditionnel skikdi.

M.K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie isma de Riadh El-Feth

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de photographies d'art «Regards reconstruits», par les photographes Mohamed Cherif Abda, Nabil Chattouh, Abou Firas Zaghez, Biliana Racocevic, Hind Oufriha, Abdelhamid Aouragh.

Galerie Ezzou'Art

Jusqu'au 30 avril :

Exposition variée de Saïda Mekaideche.

Musée public national Cirta (Constantine)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition «Le cinquantenaire de la peinture algérienne» de l'artiste allemande Bettina Heinen-Ayech.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 3 mai :

Exposition de peinture «Les portes éternelles de La Casbah» de l'artiste Abderrahmane Kahlane.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 5 juillet :

Exposition de photographies «El moudjahidate, nos héroïnes», par les jeunes photographes Nadja Makhlof et Benyoucef Chérif, accompagnée de textes de l'historienne Malika El-Korso.

Coup-franc direct



Ficeler la préparation

Par Anouar M.

D'aucuns estiment que la FAF et le staff technique ont bien calculé leur coup en ce qui concerne la préparation pour le Mondial 2014 et que les Verts devraient réussir cette étape avant la phase finale du rendez-vous important. Or on voit que tout cela ne s'applique pas, du moins pour le moment. Le match amical face à la Lettonie n'a été confirmé qu'en dernière minute et tout peut encore arriver si les autorités suisses décident de revoir l'autorisation donnée pour jouer ce match sur leur sol. Le coach Halilhodzic est sous une grosse pression surtout avec cette affaire de prolongation de contrat qu'il ne veut pas aborder avant la fin du Mondial, alors que la FAF souhaite être fixée pour préparer les éliminatoires de la CAN 2015 dans les meilleures conditions possibles. Tout démontre que la situation est quelque peu complexe en sélection et que la préparation n'est pas vraiment faite pour rassurer les fans qui craignent que les joueurs soient influencés et n'auront pas le rendement souhaité. Les responsables de la FAF sont interpellés pour bien ficeler cette préparation qui doit être parfaite pour que la sélection nationale se donne à fond lors de cette compétition, d'autant que les Algériens souhaitent que l'équipe puisse atteindre cette fois-ci au moins le deuxième tour.

A. M.

USM Bel-Abbès

Abdelkrim Serrar invité à revenir à l'ESS

Le directeur général de l'USM Bel-Abbès, Abdelhakim Serrar, dont le retour à l'ES Sétif est évoqué avec insistance, a indiqué jeudi qu'il était toujours indécis quant à la poursuite de son projet avec la formation de L2 de football ou faire son «come-back» à l'ESS qu'il avait présidée pendant plusieurs saisons. «Tout sera tiré au clair pour moi en fin de saison. Tout dépendra aussi des garanties que je vais avoir de la part des parties concernées à l'USMBA pour réaliser le projet pour lequel je suis venu à ce club», a déclaré Serrar. Le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990 avait rejoint l'USMBA en milieu de la saison en cours. Il avait déclaré qu'il ambitionnait de restructurer l'actuel leader de la Ligue 2 pour devenir un «véritable club professionnel». Mais sa récente rencontre avec le président de la section football de l'ESS, Hassen Hammar, avec lequel le courant ne passait pas depuis deux années, a ouvert la voie à son retour au club de ses premiers amours. «Effectivement, j'ai rencontré dernière-



ment Hammar, avec lequel tout est rentré dans l'ordre. Mon retour à l'ESS a été évoqué aussi, mais je n'ai toujours rien décidé. Et puis, ce ne sera pas facile pour moi de quitter l'USMBA, surtout qu'ils sont nombreux dans ce club qui comptent sur moi pour donner une autre dimension à leur formation», a expliqué Serrar. L'ancien défenseur central international avait démissionné de la présidence de l'ESS lors de l'été 2012, après la détérioration de ses rapports avec Hammar, son ex-bras droit dans le club phare de la ville d'Ain El-Fouara. «Ma récente rencontre avec Hammar a été une occasion pour nous réconcilier. J'estime que c'est une bonne chose pour nous deux et pour l'ESS également», a encore commenté Serrar, précisant que même s'il venait à revenir aux affaires de l'Entente qui prépare sa participation à la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, il continuera à aider l'USMBA pour devenir «l'une des meilleures formations sur la scène nationale et pourquoi pas continentale», s'est-il engagé.

Jeux africains de la jeunesse 2014 (JAJ-2014) La délégation algérienne composée de 75 athlètes

La délégation algérienne qui prendra part aux 2^e Jeux africains de la jeunesse (JAJ), prévus du 22 au 31 mai 2014 à Gaborone au Botswana, sera composée de 75 athlètes dans 13 disciplines, a révélé jeudi le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf. «Nous avons tracé un programme spécifique pour ce rendez-vous africain et l'objectif assigné aux athlètes algériens est d'atteindre une des trois places du podium au tableau des médailles», a déclaré Berraf lors d'une réunion de travail regroupant son comité, le ministère de la Jeunesse et des Sports et les Fédérations sportives nationales, consacrée à la préparation des JAJ-2014, qui s'est tenue à l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf. L'Algérie prendra part aux JAJ de Gaborone avec une délégation de 75 athlètes dans 13 disciplines sur les 22 retenues pour la compétition. L'athlétisme sera la discipline la plus représentée avec 20 athlètes (9 garçons et 11 filles), suivi du karaté avec 9 athlètes (5 garçons et 4 filles) et la natation avec 8 athlètes (4 garçons et autant chez les filles). Concernant les sports collectifs, le basket-ball sera la seule discipline présente à Gaborone avec la participation au tournoi 3x3 (filles et garçons), nouvelle discipline de basket qui se joue sur demi-terrain avec des équipes composées de 3 joueurs et un remplaçant. Revenant sur la préparation des athlètes, Berraf a indiqué que le programme arrêté est appliqué scrupuleusement et que tous les moyens sont mis à la disposition des sportifs pour réaliser de belles performances à Gaborone. «Les athlètes algériens engagés dans cette compétition devront arracher leur qualification aux Jeux olympiques de la jeunesse, prévus du 16 au 28 août à Nanjing (Chine) et représenter dignement les couleurs nationales», a ajouté le président du COA.

Disciplines dans lesquelles l'Algérie sera présente à Gaborone : Cyclisme (4 athlètes), karaté (9), judo (4), athlétisme (20), boxe (5), haltérophilie (2), canoë-kayak (2), aviron (3), natation (8), tennis de table (2), badminton (2), escrime (6) et basket-ball (8).

Championnat de Ligue 1 (25^e Journée) L'USMA en danger, l'ES Sétif reste à l'affût

Le retour à la compétition verra un match-duel des deux extrêmes qui opposera à Aïn M'lila le CRB Aïn Fekroun, le premier relégable, à l'USM Alger, leader incontesté de l'épreuve.

Par Anouar M.

Le match se jouera à huis clos et sera une aubaine pour les Algérois pour conforter leurs chances de s'offrir le titre avant l'heure, eux qui devancent de 11 pts les deux seconds au classement, la JS Kabylie et l'ES Sétif.

Mais le CRBAF ne l'entend certainement pas de cette oreille, car même privé du soutien de son public, il est obligé de réagir pour garder un brin d'espoir dans sa lutte pour le maintien, d'autant que les «Tortues» accusent un retard de quatre points sur le premier club non relégable, en l'occurrence, le MC Oran.

Les Sétifiens bénéficient des faveurs des pronostics en accueillant le MO Béjaïa (11^e). Ils feront tout leur possible pour l'emporter et reprendre cette seconde place qui leur permettra de jouer la Ligue des champions, la saison prochaine. Le MC El Eulma, le MC et le CS Constantine s'accrochent toujours à la course pour une place sur le podium.

Cela exige d'engranger le maximum de points lors des six journées restantes, à commencer par celle de ce week-end. Le MCEE et le CSS évolueront loin de leurs bases, respectivement face au MC Oran (13^e) et le CR Belouizdad (12^e), deux adversaires en danger de purgatoire et



Les Rouge et Noir en péril à Aïn M'lila

PH. > DR.

n'ayant plus droit à l'erreur, ce qui compliquera leur mission pour tenter de s'accrocher à la troisième place.

La lanterne rouge, la JSM Béjaïa, elle, jouera l'une de ses dernières cartes dans la course au maintien en recevant la JS Saoura (10^e), alors que le match entre l'ASO Chlef (9^e) et l'USM El Harrach (7^e), sera sans grand enjeu. Les deux équipes sont assurées de leur maintien et leurs

chances de terminer sur le podium sont très minimes.

A. M.

Le programme : Samedi 26 avril 2014 :

ASO- USMH	(17h45)
ESS- MOB	(18h00)
CRBAF- USMA	(15h00)
MCO- MCEE	(15h00)
JSMB- JSS	(15h00)
CRB- CSC	(15h00)

JSM Béjaïa

Niati suspendu quatre matchs

Le joueur de la JSM Béjaïa, Belgassim Niati, signalé lors du match en retard face à l'USM El Harrach (1-2) de la 24^e journée du championnat d'Algérie de Ligue 1, a écopé de 4 matchs de suspension, a indiqué la LFP. Niati devra en outre s'acquitter d'une amende de 40 000 DA, en sus de l'avertissement reçu au cours de la rencontre, comptabilisé comme avertissement simple, précise la même source. Ses deux équipiers, Brahim Zafour et Mohamed Chalali, ont été sanctionnés d'une amende de 30 000 DA chacun pour «contestation de décision». La sanction de Niati est un coup dur pour la JSMB qui lutte pour son maintien en L1 professionnelle. A six journées de la fin de la compétition, la JSM Béjaïa occupe la 16^e et dernière place au classement, à cinq longueurs du premier non relégable.

JS Saoura

Les dirigeants souhaitent partir

Le président de la JS Saoura, Mohamed Djebbar, n'a pas écarté jeudi un «départ collectif» en fin de saison de la direction actuelle du club de Ligue 1 algérienne, à cause de ses rapports «tumultueux» avec les autorités locales de Béchar.

«Nous songeons sérieusement à nous retirer des affaires du club dès la fin de la saison en cours. Nous subissons une grosse pression de la part de certaines parties au niveau des autorités locales, et nous ne pouvons désormais plus y faire face», a déclaré Djebbar. «Les rapports entre les deux parties ont pris un sérieux coup après notre défaite sur le terrain du MC Oran (4-0) lors de la 23^e journée du championnat.

Certains ont sauté sur l'occasion pour nous accuser d'avoir arrangé cette rencontre, une accusation que je qualifie d'insensée», a-t-il ajouté. Le club du sud-ouest est d'ailleurs



plongé dans la crise depuis cette lourde défaite face à une équipe menacée de purgatoire, sans pour autant que les autorités locales n'apportent leur soutien à la direction de la JSS, selon les dires de Djebbar.

«Cette situation nous a conduit, nous les dirigeants, à demander audience auprès du wali de Béchar, mais aucune suite favorable n'a été réservée à notre deman-

de», a encore précisé le patron de la JSS qui entend prendre attache avec l'actionnaire principal du club, ENAFOR (filiale de Sonatrach), pour lui faire part des intentions des membres du Conseil d'administration de rendre le tablier.

La JSS, créée en 2008, a réussi en l'espace de cinq ans à enchaîner les accessions jusqu'à atteindre le premier palier lors de l'exercice 2012-

2013.

«C'est vraiment dommage d'être récompensé de la sorte après avoir tant donné pour ce club depuis 2008, au point de réussir l'exploit de le placer parmi l'élite algérienne, alors qu'on avait démarré du néant», a regretté le même responsable, souhaitant que son équipe ne soit pas affectée par les «turbulences» que vit le club surtout qu'elle n'a pas encore assuré son maintien.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre

Classe politique : décantation ou effet de scène ?

Par Nazim Rochd

Le processus démocratique, initié au lendemain de la colère de la jeunesse algéroise en octobre 1988, semble être en train de livrer ses derniers avatars. Les élections présidentielles du 17 avril 2014 ont précipité les événements grâce, il faut le préciser, aux profondes métamorphoses que connaît le monde dit arabo-musulman au sein des courants idéologiques qui l'agitent. Ainsi, ce qui peut paraître insolite n'est en fait que le résultat d'une accélération d'une décantation, devenue nécessaire, dans le paysage politique. Passer à l'essentiel pour les partis politiques ou les personnalités ne rencontre plus d'obstacle. C'est ce qui explique les rapprochements, virtuellement «contre-nature», entre les Frères musulmans et les islamistes, en général, avec les «démocrates», les «éradicateurs» et les laïcisans purs et durs, en passant par les nuances intermédiaires. L'ensemble contribuant inégalement au nombre, car la plupart des formations constitutives de ce qui veut représenter une "opposition" n'ont qu'une existence symbolique dans la société. La coordination en cours de constitution, née à l'occasion du rejet de la candidature de Bouteflika, rejet transmué en opération de boycott du scrutin, travaille à élargir ses rangs à d'ex-caciques du pouvoir en place. Ces derniers, apportant leur notoriété surtout médiatique, et espérant trouver les troupes de militants qui leur manquent. Pour comprendre ce phénomène, il faudrait une certaine distance. Commencer, par exemple, à observer l'évolution des Frères sur la scène

internationale et se concentrer sur le nouveau discours qu'ils mettent en avant, ensuite prendre en compte l'étroitesse de leur relation avec le camp occidental et le rôle déterminant qu'ils ont joué dans ce qui est appelé le «printemps» dit arabe. Même si en 2011 les Frères ont laissé les «démocrates» réclamer seuls le «changement de régime», ils ne tardèrent pas à entamer une ouverture qui a abouti à une alliance avec eux. Les «démocrates», de leur côté, ont immédiatement soutenu l'agression des pays de l'OTAN contre la Libye et balayé, publiquement, leur défiance envers l'islamisme. La fusion autour de l'objectif principal commun, le «changement», pouvait dès lors se faire. Et ce qui pouvait passer pour un miracle a pu avoir lieu. D'ailleurs sans étonnement aucun et avec l'assentiment et l'apport propagandiste de la presse, jadis «éradicatrice». Alentour, se pointe ce qui promet théoriquement un apport de popularité, le candidat malheureux Ali Benflis. Celui qui peut concrètement argumenter d'un poids social, à travers le nombre de voix qu'il a engrangé. Reste à savoir ce qui va souder le tout, quand on sait les ambitions et les egos hypertrophiés qui président à la démarche, sans préjudice des capacités réelles de mobilisation des partis et des individualités en course. A cet égard, les actions promises pour contrer le processus électoral n'ont pas connu beaucoup de visibilité, alors que la conjoncture s'y prêtait avec faveur. Mais attendons avant de conclure de voir, au moins, une plate-forme explicative de la «transition» qui est demandée. N. R.

Scandale Sonatrach

Farid Bedjaoui recherché par Interpol

FARID BEDJAOUI est recherché par Interpol. Selon la notice rouge diffusée sur le site de l'organisation de police criminelle internationale, l'homme d'affaires aux trois nationalités, algérienne, française et canadienne, soupçonné d'implication dans le scandale de corruption Sonatrach II est poursuivi pour « association de malfaiteur finalisée à la corruption », à la demande de la justice italienne. Farid Nouredine Bedjaoui, 44 ans, a été cité à plusieurs reprises dans la presse italienne comme étant le principal intermédiaire dans le scandale de corruption Sonatrach II. Il est soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin de la société italienne Saipem en échange de contrats juteux dans les hydrocarbures en Algérie. Il est le neveu de l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui et proche de l'ancien ministre de l'Énergie Chakib Khelil. Le parquet de Milan (Italie) enquête sur les conditions d'obtention par Saipem de contrats d'un montant de 8 milliards de dollars entre 2007 et 2009 avec Sonatrach. Le 12 août, l'Algérie a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre neuf personnes impliquées dans le scandale de Sonatrach II dont Chakib Khelil, sa femme, ses deux enfants ainsi que Farid Bedjaoui. L. M.

Hamas et OLP annoncent leur réconciliation



Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants

La brigade de lutte contre les stupéfiants du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya a démantelé récemment un réseau spécialisé dans le trafic de drogue composé de trois individus activant sur tout le territoire de la wilaya.

Par Hocine C.

« Il s'agit de R.M.L. âgé de 35 ans, A.A.M. âgé de 31 ans, B.N.D. alias "Patawi", tous résidant à Béjaïa », indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les éléments de la brigade anti-stups ont retrouvé une quantité de drogue estimée à 4 823,8 g de kif chez le principal accusé, en l'occurrence R.M.L.

qui fait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt. Ce dernier s'apprêtait à écouler les stupéfiants dans le milieu juvénile. « Les investigations engagées par les enquêteurs ont permis l'arrestation des deux dealers, en l'occurrence B.N.D. et A.A.M. qui utilisent un véhicule acquis dans le cadre du dispositif Ansej de type Renault Symbol pour transporter et dissimuler la drogue », selon la même source. Ces derniers ont été pré-

sentés devant le procureur de la République qui a confié le dossier au juge instructeur qui les a inculpés pour « dissimulation et commercialisation de drogue ». Deux dealers ont été placés en détention provisoire et le troisième a été placé sous contrôle judiciaire, alors que la voiture des mis en cause a été mise à la fourrière, sous la disposition du procureur de la république. H. C.

Téléphonie mobile

Mobilis inaugure une grande agence au centre d'Alger

L'OPÉRATEUR mobile Mobilis a procédé à l'ouverture, ce jeudi, d'une nouvelle grande agence au centre d'Alger sise à la rue Zabana (ancien salon de thé dit Lalmas), à proximité de la rue Meissonnier. L'inauguration a été effectuée par Faycal Touati, directeur adjoint de Mobilis, en présence de M. Chikhi directeur des PTT, Daabe, directeur régional et du wali délégué de Sidi M'hamed, Abdelkader Benmessaoud



Ph. > E. Sorayaj/A.

Continuité du service à l'agence de Tizi-Ouzou

Par ailleurs, Mobilis assure son aimable clientèle de la continuité du service de son agence commerciale de la ville de Tizi-Ouzou. Ayant subi d'importants

dégâts matériels suite aux événements qui ont eu lieu ce lundi dans le centre-ville, l'agence commerciale de Tizi-Ouzou a repris normalement le service dès le lendemain. Les travaux de réparation ont été menés avec célérité afin de ne pas pénaliser les clients Mobilis de la région.

Mobilis ne lésinera pas sur les moyens pour apporter tout le confort nécessaire à ses clients et être très proche d'eux, et ne ménagera aucun effort afin de les satisfaire, en mettant leurs intérêts au centre de ses préoccupations.

Slim N.